



La « Note de Stratégie Intérimaire (ISN) pour appuyer le gouvernement intérimaire de l'Assemblée Constituante » a été présentée, mardi, par le Groupe de la Banque mondiale à Tunis. Couvrant les exercices 2012-2013, ladite note vise à appuyer la relance économique et renforcer la gouvernance et l'inclusion.

En effet, la Banque qui travaille en étroite collaboration avec les programmes de trois des institutions du Groupe (la Banque mondiale, la Société Financière Internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)), affirme qu'elle tend à jeter les bases d'une nouvelle croissance économique qui soutiendra la création d'emplois durable sur le moyen terme.

Avec une valeur estimée aux alentours de 500 et 600 millions de dinars par an, le programme de l'ISN devrait être cadré dans trois domaines d'engagement correspondant aux priorités du gouvernement intérimaire, et ce pour renforcer la bonne gouvernance et la participation citoyenne. A cela s'ajoute la promotion de l'inclusion économique et sociale tout en jetant les bases pour le renouvellement d'une croissance durable.

En termes d'objectifs stratégiques, l'accent sera mis sur le renforcement de la voix citoyenne et l'accès à l'information ainsi que la promotion de la transparence et la responsabilisation des institutions.

De même, la Banque se propose de continuer son appui au programme de réformes du gouvernement visant le renforcement de la bonne gouvernance, la transparence, la responsabilisation des institutions et la participation du citoyen en Tunisie.

Ce programme devrait répondre aux besoins les plus urgents dans le but d'assurer la stabilité économique et sociale et de consolider les acquis du programme de réformes poursuivi en

2011 et touchant les domaines en matière d'accès à l'information publique ,la libéralisation de l'internet , la gouvernance et l'efficacité des programmes et services d'emplois et du filet social , et l'accès aux services de base dans les régions et communautés désavantagées.

Il est important de souligner que ce programme sera appuyé par des prêts de développement de politique (appui budgétaire) et d'investissements, des dons fiduciaires et l'assistance technique...

La Banque mondiale constate que la révolution du 14 janvier 2011 a profondément et durablement modifié le contexte et le contenu des interventions des partenaires au développement, en particulier celles qui doivent, d'une part, être flexibles pour s'adapter aux changements et, d'autre part, guidées par la recherche de l'efficacité en termes d'instruments utilisés par la Banque et d'impact sur la création de revenus et d'emplois.

Toutefois, de même que le nouveau contexte ne remet pas en question la nécessité d'un modèle de croissance durable et inclusif dans un cadre analytique cohérent, la poursuite des investissements dans les infrastructures constitue le socle du développement économique à long terme.

A ces deux éléments s'ajoutent, aujourd'hui, les besoins urgents d'une extension des infrastructures aux domaines sanitaire et social et d'un rééquilibrage du développement en faveur des régions défavorisées.

Si les actions à engager sont identifiées, le défi des autorités tunisiennes est de lever les fonds nécessaires à l'aboutissement de la « stratégie du jasmin ». Et pour répondre à ces enjeux, les bailleurs de fonds devront, de leur côté, renforcer la coordination de leurs interventions et recourir à tous les instruments du marché disponibles